



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## Motion FSU 81

D'un côté, le mouvement des GJ, mouvement populaire de grande ampleur soutenu par une grande partie des Français, a franchi le cap des fêtes de fin d'année et repart de plus belle, mettant en avant beaucoup de revendications dont les organisations syndicales n'auraient pas à rougir : hausse importante immédiate du SMIC, des salaires, des pensions et des minimas sociaux, fiscalité plus juste : rétablissement de l'ISF, suppression de la TVA sur les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité et réduction pour les autres produits, renforcer la place de l'impôt sur les revenus (plus de tranches, plus progressif), accès à la santé et aux soins pour tous, développement des services publics (hôpitaux, crèches, écoles, transport, emploi...).

Dans le même temps, alors que le mouvement des GJ fait aussi entendre l'idée de citoyenneté active fondée sur la compétence du peuple, nous assistons à une convergence de fait dans certains départements avec les organisations syndicales, CGT et FSU en tête, et l'idée monte progressivement de la nécessité de prolonger le blocage initial des ronds-points par le blocage de l'économie.

De l'autre côté, Macron et son gouvernement, représentants de l'oligarchie financière et soutenus par les instances internationales du capitalisme, UE en tête, utilisent à la fois répression de grande intensité et désinformation de masse avec la complicité de nombreux médias. Ils utilisent aussi la diversion autour d'un « grand débat » tout en annonçant que celui-ci ne changera rien aux mesures d'ores et déjà mises en place ou annoncées et en particulier la réforme des retraites, la poursuite de la casse du lycée et du Bac ou la remise en cause des statuts de la FP. Dans la foulée, le « questionnaire » joint à la lettre pour orienter le « débat » vise clairement à mettre en accusation les services publics et à promouvoir un « pacte girondin » accroissant les disparités sociales et territoriales.

De la crise historique qui se déroule sous nos yeux ne sortiront pas deux vainqueurs : soit Macron parviendra à la franchir pour mieux appliquer son programme de casse

sociale, ouvrant la porte à l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir, soit le mouvement populaire le contraindra à se soumettre ou se démettre, ouvrant alors des perspectives de progrès social, de justice et de fraternité.

Dans ce contexte, la FSU 81 prend l'initiative avec la CGT du département de s'adresser aux gilets jaunes pour construire des convergences et, pourquoi pas, des manifestations en commun comme cela se fait déjà dans le Cher, en Haute-Garonne ou dans les Bouches du Rhône.

Mais la responsabilité des organisations syndicales est engagée spécifiquement dans leur champ d'intervention propre : les entreprises privées et les services publics.

Dans ce cadre l'heure est maintenant venue de mettre en débat la construction d'une grève générale faisant le lien entre toutes les revendications (corporatistes type « stylos rouges » et générales de justice sociale et fiscale) et permettant de franchir un cap dans le rapport des forces par la convergence des luttes.

Aussi la FSU 81 s'adresse-t-elle à la FSU nationale afin qu'elle prenne toute sa place d'organisation syndicale de lutte et de transformation sociale en portant à l'interpro la nécessité d'une grève générale à la fin du mois de janvier.